



ÉLECTIONS ITALIENNES : APRÈS DRAGHI, L'EXTRÊME DROITE ? ENTRETIEN

Carlo Ginzburg : « Le fascisme a un futur »

L'historien italien publie un livre, s'inquiète des élections du 25 septembre dans son pays et revient sur sa pratique de l'histoire. Entretien à l'occasion de son passage à Paris.

Joseph Confavreux

20 septembre 2022 à 11h51

Carlo Ginzburg est sans doute l'historien vivant le plus cité et le plus traduit dans le monde. Dans la tradition des grands colloques qu'il organise régulièrement, le Centre culturel international de Cerisy vient de lui consacrer six jours d'étude et de réflexion, en compagnie de vieux compagnons de route comme de jeunes doctorants.

À 83 ans, cela fait plusieurs décennies que Carlo Ginzburg redéfinit régulièrement le métier d'historien et la manière d'écrire l'histoire. Il a d'abord forgé un nouveau plan d'enquête, la « micro-histoire », prônant une réduction d'échelle et un examen des phénomènes à la loupe en se centrant sur les individus, davantage que les grandes catégories que sont les masses ou les classes. Il a proposé de nouveaux concepts, comme le paradigme indiciaire, grammaire d'interprétation des indices susceptible de s'approcher de la vérité. Il s'est ainsi opposé autant à une histoire quantitative convaincue d'aboutir à l'authenticité de la réalité en accumulant les munitions chiffrées, qu'à l'historiographie relativiste du « *linguistic turn* » réduisant l'histoire à une narration comme une autre, indépendante de tout ce qui relèverait de la preuve.

Devenu canonique, Ginzburg est parfois cité de manière ritualisée, mais demeure une référence sur au moins trois domaines qui intéressent particulièrement notre époque. D'abord sur les questions d'anthropologie religieuse, de sorcellerie, de magie ou d'hérésie, auxquelles il a consacré plusieurs ouvrages, et qui prennent aujourd'hui une nouvelle résonance alors que la figure de la « sorcière » est réactivée dans maints domaines.



Carlo Ginzburg © Photo Ulf Andersen / Aurimages via AFP

Ensuite, sur les interprétations des images et du visuel, sur lesquelles il a notamment écrit un livre de référence intitulé *Peur, révérence, terreur. Quatre essais d'iconographie politique* (Les Presses du réel).

Enfin, sur la question des usages politiques et publics de l'histoire, qu'il a développée lors de sa polémique avec l'historien américain Hayden White sur le négationnisme et qui prennent une nouvelle importance à l'époque de « faits alternatifs » et de « *fake news* » en provenance du pouvoir ou de ses opposants.

Tout cela aurait suffi à l'envie de s'entretenir avec lui, si les prochaines élections italiennes ouvrant la voie à un parti post-fasciste n'intimaient de commencer avec un sujet qui le touche de près, puisqu'il fut lui-même un enfant juif caché pendant la Seconde Guerre mondiale et que son père, éditeur antifasciste et cofondateur de la maison d'édition Einaudi, a été assassiné par ses adversaires à Rome en 1944.

Craignez-vous la victoire prochaine du parti Fratelli d'Italia ? Et où situeriez-vous ce parti qu'on désigne parfois comme néofasciste dans l'histoire du fascisme italien ?

Oui, je suis inquiet et j'ai peur. Ce parti garde des références explicites à l'héritage fasciste, même s'il tente aussi de présenter un visage différent, notamment en soulignant, comme le fait sa dirigeante Giorgia Meloni, son attachement à l'atlantisme.

Nous ne sommes donc pas dans le contexte littéral du fascisme, mais on ne peut nier que parmi celles et ceux qui votent pour Fratelli d'Italia, plusieurs se rattachent au fascisme. J'ai toujours évité d'utiliser le mot *fascisme* hors de son contexte historique. Mais je me souviens qu'en 2016, pendant la campagne américaine, j'étais en train de faire des recherches à Chicago, et, en regardant un discours de Trump, le mot fascisme a surgi sur mes lèvres de façon irrésistible. Encore une fois, ce n'est pas, littéralement, le fascisme, mais il y a des éléments indéniablement

fascistes. Avec Trump ou Meloni, et même si le premier ne fait pas d'allusion explicite à l'héritage fasciste comme le fait la seconde, le fascisme a un futur.

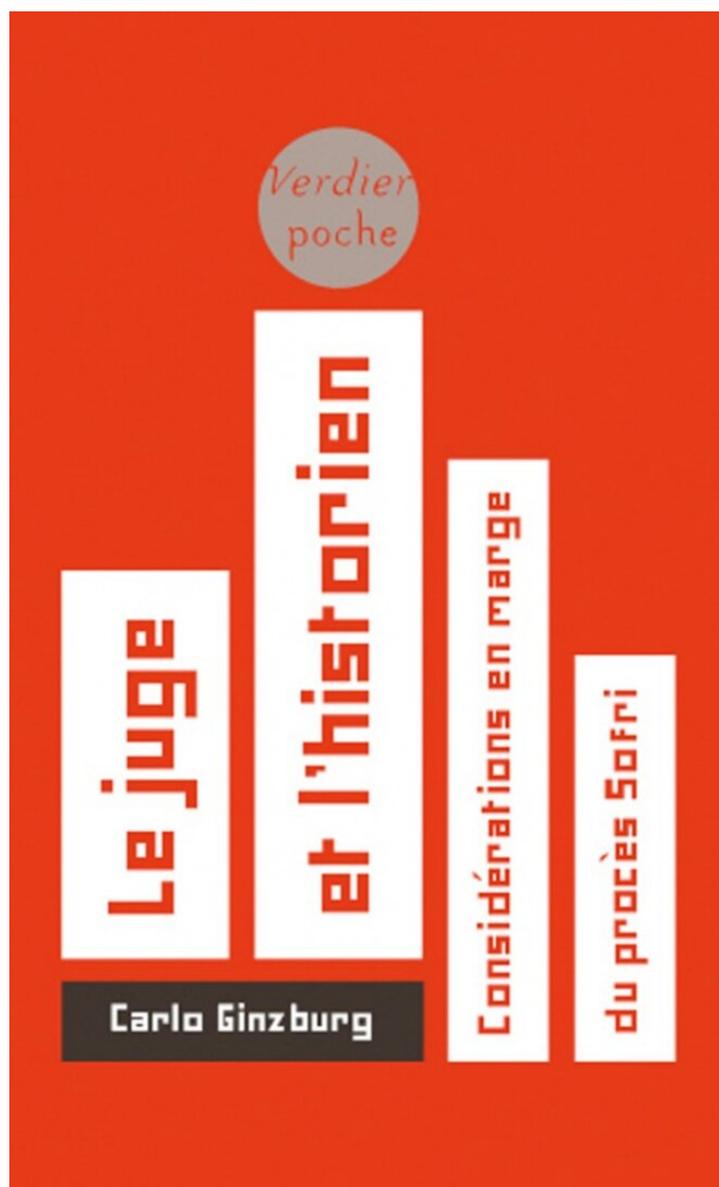
Il est très difficile de se battre contre ça après les défaites historiques de la gauche. En Italie, on pourrait dire que celle-ci n'existe même plus, sauf à l'état de résidu. Je suis donc très pessimiste concernant ces élections, même si les résultats demeurent imprévisibles en raison du niveau d'abstention.

Après plus d'un demi-siècle de pratique, quel regard portez-vous sur l'évolution du métier d'historien ?

L'évènement ayant eu le plus d'effet, qui n'a certainement pas fini de se développer dans des directions inattendues, est bien sûr la nouvelle technologie autour d'Internet, qui a multiplié les textes disponibles, l'accès aux catalogues, les possibilités de communication...

Il me paraît toutefois important d'insister sur la possibilité d'utiliser Internet d'une façon plus sophistiquée que comme un espace inédit pour répondre à nos questions, mais de le considérer également comme un lieu où l'on peut trouver des questions inattendues, que l'on ne se posait pas en commençant à travailler. Et cela suppose une curiosité qui est le propre du métier d'historien et que seul l'enseignement humain peut donner.

Vous aviez défendu le journaliste Adriano Sofri, membre du groupe révolutionnaire « Lotta continua », accusé d'avoir participé à un attentat terroriste et condamné pour l'assassinat du commissaire Luigi Calabresi en 1972, en vous servant des méthodes de recherche de l'histoire pour intervenir dans le débat public et politique. Comment considérez-vous le rôle possible des historiens en place publique, alors qu'ils sont concurrencés par les libellistes, polémistes et autres éditorialistes ?



À l'origine de mon ouvrage, *Le Juge et l'Historien. Considérations en marge du procès Sofri*, il y avait une pulsion personnelle. J'étais proche de Sofri et convaincu de son innocence. Mais le livre a été traduit dans de nombreuses langues parce qu'il soulevait des questions générales à partir de ce cas particulier.

Je pense que l'apport essentiel de l'historien au débat public demeure la recherche de la preuve et l'établissement de la vérité. Je donne toujours comme exemple la manière dont le philologue Lorenzo Valla démontra, dans la première partie du XV^e siècle, que la « donation de Constantin », par laquelle l'empereur aurait cédé un tiers de l'Empire à l'Église romaine et assis le pouvoir temporel des papes, n'était qu'un faux tardif.

À l'heure des *fake news*, nous avons besoin d'une philologie adaptée à l'âge de l'électronique. Ce qui est difficile aujourd'hui à contrer, c'est la vitesse de diffusion des faux, alors que le travail sur les preuves prend du temps.

Mais on en revient, dans un contexte politique encore plus sensible, à mon insistance sur l'importance de la preuve, à l'encontre d'un néoscepticisme qui jugeait qu'il n'existait pas de différence réelle entre la narration-fiction et la narration historique. Pour moi, cette attitude néosceptique, répandue dans l'académie, particulièrement aux États-Unis, a préparé la circulation des *fake news* à laquelle on assiste aujourd'hui.

Pour l'historien américain Hayden White, qui incarnait ce relativisme, et avec lequel j'avais débattu lors d'une discussion publique à UCLA organisée par Saul Friedländer, le négationnisme était inacceptable d'un point de vue moral et politique, mais il était prétendument impossible de prouver qu'il s'agissait d'un discours faux, parce que pour lui la preuve n'existe pas.

De mon point de vue, défendre la preuve demeure possible et nécessaire, avec les outils de l'historien ou en réactivant la tradition sarcastique débutée au XIX^e siècle avec une parodie demandant si Napoléon avait existé ou s'il s'agissait en réalité d'un mythe solaire. Bien sûr, toutes les questions sont légitimes à poser, mais le poids de la preuve doit-il d'abord peser sur ceux qui affirment que Napoléon a existé ou ceux qui disent que c'était un mythe solaire ?

Pouvez-vous expliciter le titre du livre qui vient de paraître en français aux éditions Verdier, *Néanmoins. Machiavel, Pascal*. Et éclaircir l'usage politique qu'on peut faire de Machiavel aujourd'hui, au-delà du stéréotype négatif suggéré par l'adjectif « machiavélique » comme d'un autre stéréotype, davantage présent dans les pays anglo-saxons qu'en France ou en Italie, selon lequel Machiavel serait le modèle du citoyen vertueux indiquant aux démocraties contemporaines l'importance des valeurs comme la liberté ou la capacité de se sacrifier pour le bien commun ?

En 2001, j'enseignais à Los Angeles. Après le 11-Septembre, j'ai décidé de proposer à mes étudiants une lecture détaillée du *Prince*, de Machiavel, qui est un texte capital pour comprendre la sécularisation. Il me semblait important de le relire, au moment de cet épisode sanglant et terrible de radicalisme religieux, alors que se diffusait le thème trompeur d'un « retour du religieux ».

Carlo Ginzburg
Néanmoins
Machiavel, Pascal



Au cœur de l'argumentation du texte se trouve ce terme : « néanmoins ». Je suis parti de là, et j'ai saisi que c'est avec la casuistique médiévale que Machiavel a appris à réfléchir sur la norme et l'exception, à travers des textes qu'il avait pu lire grâce à son père. Il ne me semblait pas banal qu'un héros de la Renaissance, décisif pour la pensée politique de son temps, se soit inspiré de cette casuistique. Si j'ai ensuite fait un rapprochement inattendu avec Pascal, c'est parce que j'ai senti le besoin de revenir aux attaques menées par l'auteur des *Provinciales* contre cette casuistique incarnée, pour lui, par les jésuites.

Même si c'est dans un contexte tout différent du nôtre, Machiavel s'est posé des problèmes qui nous concernent toujours : la relation entre le politique et le religieux, la norme et l'exception, le consensus des citoyens à l'égard du pouvoir...

Je pense nécessaire de distinguer entre l'anachronisme des questions et l'anachronisme des réponses. Faire de l'histoire, c'est débiter avec des questions qui se rattachent au présent, mais que le dialogue avec les documents et une société différente permet de reformuler. L'idée que l'histoire nous enseigne à vivre, on ne peut la prendre au pied de la lettre. La connaissance historique fonctionne plutôt comme un contre-poison.

Je consacre un chapitre du livre à l'analogie proposée par Machiavel, à partir du *David* de Michel-Ange, entre fonder

une république et modeler une statue. Déjà, dans *L'Art de la guerre*, il avait comparé l'imposition d'une forme, c'est-à-dire d'un comportement, aux « *hommes grossiers* », à l'acte de créer une belle statue à partir d'un bloc de marbre brut.

C'est pour moi un problème qui a des résonances impressionnantes avec le présent parce que cela touche à la manipulation des masses. Le régime mussolinien a disparu, mais il laisse en la matière un héritage qui peut être retravaillé par des technologies différentes.

Vous êtes athée et pourtant passionné par la religion. Pourquoi vous êtes-vous intéressé dans ce dernier livre à une phrase du pape François affirmant qu'il « *n'y pas de Dieu catholique. Il y a Dieu* » ?

Certes, je suis athée et je n'ai reçu aucune éducation religieuse. Je suis aussi juif et la persécution a fait de moi pendant la guerre un enfant juif. Mais, comme je le dis dans le livre, les phénomènes religieux me passionnent et ont occupé une part considérable de mon travail d'historien.

On ne peut pas s'intéresser à l'histoire de l'Europe sans s'intéresser à la religion en général et au catholicisme en particulier. On ne peut comprendre le monde sans la religion. Le processus de sécularisation a constitué un choc, mais il est toujours ambigu, et le pouvoir séculier s'est approprié les symboles et les instruments de la religion.

La phrase prononcée par le pape François s'inscrit pour moi dans le long processus de sécularisation et dans la dialectique que celui-ci entretient avec les religions. Mais elle m'a surpris parce que je n'aurais jamais pu imaginer qu'un pape pût se déclarer adepte d'une religion commune à tous les autres peuples du monde. Je me suis mis alors à remonter la généalogie et j'ai découvert qu'une pensée semblable avait été formulée par le cardinal italien Martini, qui était jésuite comme François.

Que deux jésuites s'accordent sur une affirmation aussi peu banale qu'il « *n'y a pas de Dieu catholique* » m'a conduit à formuler l'hypothèse que les racines de cette idée puissent se trouver dans l'histoire de l'ordre religieux dont ils ont été membres.

Votre ami et complice Jean-Louis Comolli est décédé au printemps dernier. Que vous laisse-t-il en héritage ?

Sa réflexion sur les images, qui alliait réflexion théorique et savoir pratique comme rarement chez une seule personne. Il était venu me filmer à Bologne dans le cadre d'une recherche que je faisais sur Dante. Il a filmé une séquence de 25 minutes dans laquelle je parle d'une rencontre, probablement fictive, entre Dante et Giotto. J'étais son pantin, mais j'ai alors compris ce que c'était que d'être un corps pris dans un cadre.

Vous avez conclu le colloque de Cerisy qui vous était consacré avec une conférence intitulée « *Textes, images, reproductions, sur les épaules de Walter Benjamin* », où vous êtes revenu sur la dialectique entre démocratisation et dégradation que les évolutions technologiques font subir aux images. À quel moment de l'histoire en sommes-nous de ce point de vue, à l'heure d'un régime d'images bouleversé par l'abondance permise par Internet ?

Nous sommes au cœur d'un tournant historique dont les résultats ne sont pas clairs, avec une tension profonde et une ambiguïté des images dont nous faisons une lecture souvent trop simpliste, et parfois embarrassée par une forme de politiquement correct.

Je pense que nous n'avons pas pris la mesure de ce que représente l'idée qu'il existe une unicité de certaines images. Je parle moins ici de la disponibilité des images sur Internet que, par exemple, de l'idée lancée par le musée des

Offices à Florence de reproduire, avec des moyens électroniques perfectionnés, un tableau de Michel-Ange, intitulée *Tondo Doni*, pour en vendre quelques exemplaires, qui ne seraient pas l'original mais pas loin.

Dans notre culture, on considère que les textes peuvent être reproduits nonobstant leur support ou la couleur du papier, ce qui suppose l'existence d'un texte invisible qui peut prendre différentes formes matérielles reproductibles. Un tableau de Raphaël, même s'il est parfaitement copié, reste un tableau unique. Certaines images ne sont pas reproductibles. Et l'idée de perdre cela serait pour moi une perte historique douloureuse.

Joseph Confavreux

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Allières et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse :

serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.